

COMPTE-RENDU CSSCT DU 07 SEPTEMBRE 2020

POINT 1 : Indicateurs santé, sécurité et conditions de travail :

- Accidents de travail :
 - Demande à nouveau de la part des élus d'avoir les chiffres mensuels.
 - Les élus ont alerté sur le nombre d'accidents de trajet important et demande à la direction d'avoir une réflexion en termes de prévention.

- Absentéisme :
 - Les élus s'étonnent que la directive DG de septembre 2019 sur la focale micro-absentéisme ait disparu de l'analyse régionale. Nous réitérons notre demande d'avoir les chiffres et l'analyse afférente à l'ensemble des données et en particulier sur les agences identifiées en 2019 comme ayant un taux d'absentéisme global au-dessus de la moyenne nationale.
 - Ces agences font l'objet d'un suivi par le service QVT. Les élus demandent à disposer du point d'étape et des situations de chaque site.
 - Les élus précisent que ces informations doivent être mises à disposition dans le cadre légal d'une CSSCT ordinaire.
 - Les élus constatent que les sites accompagnés par la direction sur 2019 ne montrent pas d'évolution significative à la baisse de leur taux d'absentéisme. Par ailleurs, les élus constatent que les actions inscrites au PPR 2020 pour réduire l'absentéisme ne produisent pas d'effet sur les sites concernés.
 - Les élus attendent un retour de la direction concernant le taux d'absentéisme des contrats aidés (nombre d'agents concernés) et les absences injustifiées. Les élus attendent également une analyse concernant l'absentéisme important des agents avec 10-15 ans d'ancienneté, ainsi que sur le taux important des statuts publics (double du taux des statuts privés).

- Fiches de signalement :

Les élus relèvent une baisse du nombre de fiches pendant la période de confinement, mais certains sites voient ce nombre augmenter fortement à compter de juillet. Les élus s'inquiètent des conditions de travail des agents à l'accueil des sites, notamment le point sanitaire, suite à la hausse de flux constatée depuis début septembre. Nous souhaitons une réflexion de la part de la direction quant à cette activité, d'autant plus avec un risque d'absentéisme plus important sur les mois à venir avec la gestion Covid.

- Fiches RPS :
 - Les élus réitèrent leur demande quant à la communication d'un point de situation de chaque fiche RPS intégrant les actions engagées par la direction, ce que nous ne pouvons pas visualiser sur Lisa.

- Aménagements de postes :
 - Les élus demandent à ce que le tableau (par agence, par type d'aménagement, avec les coûts et les demandes en cours) concernant les aménagements de postes leur soient à nouveau communiqué.
 - Concernant « le retour d'un agent en arrêt », nous avons été interpellés par certains collègues sur la mise en cause de la Direction sur des préconisations de médecins du travail concernant le télétravail . La direction nous a répondu qu'elle respecte les préconisations / recommandations mais regarde la faisabilité . Il y a un travail d'échange avec le médecin , le service QVT et le DAPE pour favoriser la mise en place de cette préconisation. Le service QVT est en veille pour ne pas laisser le salarié isolé.
 - Confirmation de retour de la mise en place du tableau mensuel des AT/MP par la Direction à partir d'octobre.

Point 2 : Point Lubrizol

- Un travail est en cours par le service SSPB sur la prise en compte des risques majeurs.
- Les DU ne sont pas encore à jour, ils doivent être communiqués aux élus dès qu'ils seront finalisés.

Point 3 : Information sur la note relative aux fortes chaleurs

- A partir du tableau des sites sans climatisation communiqué par la direction, les élus alertent sur le manque de mesures spécifiques pour ces sites (aménagements d'horaires, mobilier,...).
- Les élus insistent sur l'ouverture de la veille saisonnière, qui selon la note débute au 1^{er} juin. Il est important que l'ensemble des mesures soit calé à cette période, hors vacances scolaires. De plus, la période estivale ne doit pas empêcher la mise en place d'un process décisionnaire permettant d'anticiper les actions à mettre en place, et d'avoir une information complète et réactive à destination des agents (utilisation du compteur temps par exemple).
- Les élus demandent à nouveau que les commandes de bouteilles d'eau soient centralisées par la direction régionale, et non à la main des agences, afin de garantir leur présence sur site dès qu'une alerte canicule est lancée en période estivale.
- Les élus souhaitent faire le point sur les sites sans climatisation(des travaux sont prévues ,etc...)Il va nous fournir ces infos lors d'une prochaine CSSCT.

Point 4 : Inspections RP

La Direction va organiser une rencontre entre CSSCT et les RP afin d'organiser les inspections. Mais les RP devront suivre leur formation délivrée par la direction au préalable.

Point Divers:

- Concernant Covid19, les véhicules de service, nous nous interrogeons sur le nombre de personnes dans un véhicule de service. La direction nous a informé que c'était 4 au maximum, les salariés doivent porter les masques. Des lingettes sont mises à la disposition pour le nettoyage de points de contacts avant d'utilisation et après utilisation.

- Nous savons que nous aurons l'augmentation de cas de soupçon ou de cas avéré parmi nos salariés. Quelle organisation prévoit la Direction pour palier à l'absence des salariés. Comment gérer l'accueil avec un nombre déficitaire d'agents. Nous avons cité la situation de Gisors avec 7 cas de soupçon de Covid. La Direction nous a informé que chaque situation sera étudiée et que pour Gisors, le DT organise la continuité de service du site avec d'éventuelles mutualisations du réseau. Damien va nous informer de l'évolution de cette situation.
- Nous sommes dans l'attente d'un retro-planning pour travailler sur le PPR, Bilan HSCT, QVT.
- Quelles mesures pour accompagner les salariés vulnérables qui retourneront sur leur site. Nous demandons un retour progressif sur les activités de l'accueil pour ces agents.
- Les élus de la CSSCT demandent à la Direction la modification des jauges pour prendre en compte l'inquiétude des agents et le délai d'attente très long engendrant de l'agressivité à l'accueil. En effet, dans certaines agences de flux, le nombre de DE dans la zone d'accueil, AZLA et les bureaux d'entretien est atteint selon la jauge.

Les élus de la CSSCT demandent la présence par anticipation la mise en place d'un vigile pour les agences de flux lors de l'actualisation et le retour du vidéo-portier. Devant le refus de la Direction, les élus demandent à ce que le fichier rempli à l'accueil pour l'ARS puisse faire l'objet d'une analyse et de mise en place d'actions de prévention dans le PPR.

- Les élus de la CSSCT précisent que le poste d'accueil/check point est pénible : position (TMS) et concentration dans le hall d'entrée avec le bruit ambiant. Les élus demandent la systématisation des pauses et de la mise en place de rotation.

La direction précise que le port du masque et la distanciation sociale sont les mesures appliquées.

- Point sanitaire :
Le document ARS est envoyé toutes les semaines vers les ELD faisant le point sur les différents indicateurs.
Le département 76 est en zone rouge et les modalités de sécurité sanitaire sont adaptés.
Pole Emploi mobilise le télétravail exceptionnel et applique le protocole sanitaire de la note RH du 31/08.
De nouveaux masques lavables doivent arrivés vers le 15/09 et seront livrés à toutes les agences en nombre.
La nouvelle note RH devrait faire une différenciation entre les personnes vulnérables et les personnes fragiles. Les élus de la CSSCT demandent une liste du nombre des agents relevant de chaque typologie pour évaluer l'impact sur l'organisation des agences et notamment des accueils.

Beauvoisine : 1 cas COVID-19 positif

Les élus de la CSSCT demandent une neutralisation et une désinfection du bureau et de la cafétéria, la possibilité que les agents se fassent dépister sur leur temps de travail.

Les élus de la CSSCT demandent à ce qu'une communication soit faite à destination de tous les agents -> campagne par SMS et mail.